

MANAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

LE RÉSEAU DES CADRES ET DE L'EXPERTISE TERRITORIALE

Sommaire

À LA UNE

AGENDA

MANAGEMENT

POLITIQUE ET STRATÉGIE RH

DIALOGUE SOCIAL

GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES

SANTÉ ET SECURITÉ AU TRAVAIL

GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

À LA UNE

Le rapport Pêcheur appelle le gouvernement à engager une nouvelle politique salariale

Le rapport de Bernard Pêcheur sur la fonction publique développe une "stratégie de long terme". Prônant le maintien d'une fonction publique de carrière organisée par les statuts, il appelle toutefois à de nombreuses réformes, notamment en matière salariale. Pour lui, le gel de la valeur du point d'indice ne pourra pas durer encore très longtemps, au risque sinon d'aboutir à une fonction publique "sous-payée".

Localtis.info, 5 novembre 2013

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2013

Le Rapport annuel sur l'état de la fonction publique (édition 2013), qui couvre la période 2012-2013, comprend deux parties. La première partie présente les orientations fixées et les progrès intervenus dans les trois versants de la fonction publique en 2012. Elle s'articule autour de trois axes, définis par la feuille de route issue de l'agenda social présenté en octobre 2013 : une méthode rénovée de dialogue social ; l'exemplarité des employeurs publics ainsi que les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations. La seconde partie, "Faits et chiffres", propose un bilan social complet de la fonction publique.

[Ministère de la Fonction publique, 5 novembre 2013](#)

[Ministère de la Fonction publique - Faits et chiffres : l'essentiel](#)

Absences pour raison de sante dans les collectivités territoriales et hospitalières

En 2012, pour la première fois depuis 6 ans, a été observée une baisse du nombre des arrêts et de celui des agents confrontés au risque d'absence pour raison de santé. La gravité des arrêts ne cesse d'augmenter depuis 2007, entraînant des coûts d'absence toujours plus élevés.

[Sofaxis - 2013-12-10](#)

AGENDA

Trentième anniversaire de la loi du 26 janvier 1984

Ce colloque co-organisé par le Groupement de recherche sur l'administration locale (GrAle) et le CNFPT vise à dresser un bilan de la loi du 26 janvier 1984 à l'occasion de son 30ème anniversaire.

[Palais du Luxembourg , Paris , le 31 janvier 2014](#)

Être ou ne pas être au travail

[Mercredi de l'INET à Paris, 22 février 2014](#)

Mutualisations, entre vraies réussites et espoirs déçus ?

[Mercredi de l'INET à Paris, 26 mars 2014](#)

MANAGEMENT

Quelle participation des usagers et des agents à la conception et à l'évaluation des politiques publiques

Dans un contexte de transformation importante des missions de l'Etat, comme de l'ensemble des entités publiques, le travail de réflexion sur les ressources humaines et les modes de management permet une prise de recul très positive et suscite des propositions concrètes.

[Ministère de la Fonction publique, 6 novembre 2013](#)

Et si on SE parlait du travail ? Et en particulier du travail du manager : compte-rendu

Aravis, le cabinet Algoé et l'Anact se sont associés pour organiser 4 rencontres sur le thème "Des risques psychosociaux à la réflexion sur le travail". Le 24 octobre 2013, la troisième rencontre a porté sur : "Baisse des performances, tensions dans les équipes, malaise du management... Et si on se parlait du travail ?". L'occasion de découvrir deux méthodes d'expression sur le travail, levier de prévention des risques psychosociaux...

[ANACT - 2013-12-04](#)

La SNCF met le cap sur la qualité de vie au travail

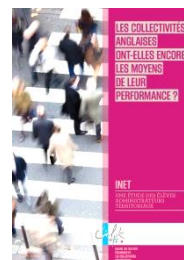
Améliorer la qualité de vie au travail, c'est préserver la santé des salariés. Mais c'est aussi garantir une plus grande qualité de service et de meilleurs résultats économiques. Interviews croisées de Loïc Hilaire, DRH de SNCF Établissement public, en charge de la qualité sociale, Pierre Delanoue, responsable du programme « Mieux vivre au travail » et animateur de l'Observatoire de la qualité de vie au travail, et Frédéric Dumalin, responsable de département à l'Anact* qui travaille avec les partenaires sociaux de la SNCF depuis 2009.

[Travail & changement, hors-série, décembre 2013](#)

Les collectivités anglaises ont-elles encore les moyens de leur performance ?

En 2013, trois Borough Councils du Nord-Est de l'Angleterre ont fait confiance à l'INET et à six élèves administrateurs territoriaux de la promotion Paul Eluard pour étudier leur fonctionnement global et leur management de la performance.

[Accès à l'étude](#)



POLITIQUE ET STRATÉGIE RH

Une nouvelle Charte pour la promotion de l'égalité et la lutte contre les discriminations dans les trois fonctions publiques

Le mardi 17 décembre 2013, le Défenseur des droits, Dominique Baudis, et Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique ont signé la "Charte pour la promotion de l'égalité et la lutte contre les discriminations dans la fonction publique". Rédigée cette fois en concertation avec les employeurs des trois fonctions publiques et avec les partenaires sociaux, la Charte réaffirme la détermination des employeurs publics, en lien avec le Défenseur des droits, à rendre effectifs les principes républicains d'égalité, de non-discrimination, d'impartialité et de neutralité portés par la Constitution française, les normes européennes et internationales.

[Défenseur des droits, 18 décembre 2013](#)

La transmission des savoirs : guide méthodologique

De nombreuses organisations, dont la fonction publique, font actuellement face à de massifs départs à la retraite. Le phénomène sera constant au cours des prochaines années. Or, les personnes qui quittent les organisations, particulièrement lors de la prise de la retraite, sont expérimentées, possèdent souvent une expertise de pointe et ont mémorisé une somme importante de connaissances, tant explicites que tacites. Il s'agit là d'une richesse dont les organisations ne peuvent se passer sans risques, cette perte de savoirs et de savoir-faire pouvant être un facteur important de perte de qualité pour le service public.

[DGAFP - Guide méthodologique, 29 novembre 2013](#)

Un guide de l'Observatoire de la laïcité rappelle le droit aux responsables de collectivités locales

L'Observatoire de la laïcité a publié, mercredi 18 décembre, deux guides destinés aux responsables d'entreprises et de collectivités locales - "Laïcité et collectivités locales" et "Gestion du principe du fait religieux dans l'entreprise privée" -, dans lesquels il rappelle, cas concrets à l'appui, le droit en matière de laïcité et de discrimination religieuse.

[Localtis.info, 19 décembre 2013](#)

DIALOGUE SOCIAL

Vers une refonte des grilles salariales, des catégories et des cadres d'emplois

Recrutements, catégories, rémunérations, carrières, mobilité... la ministre chargée de la fonction publique et les organisations syndicales ont inauguré ce 9 décembre un "chantier de titan", sur lequel ils travailleront en 2014 et au-delà.

[Localtis.info, 10 décembre 2013](#)

Continuité du service dans les transports : un rapport sénatorial plaide pour un renforcement du dialogue social

Le Sénat vient de publier un rapport sur l'application de la loi du 21 août 2007 qui avait pour objectif d'assurer la continuité du service public de transport en cas de perturbations prévisibles du trafic, notamment pendant les grèves. Le rapport montre que si, formellement, la loi a été plutôt bien appliquée et que les voyageurs sont désormais mieux informés, son impact sur le nombre de mouvements sociaux demeure difficile à établir. Dès lors, il juge nécessaire de renforcer le dialogue social dans les entreprises de transport, y compris en dehors des conflits, pour mieux répondre aux exigences de la loi. Il plaide également pour une plus grande implication des autorités organisatrices de transport et des services de l'Etat dans la mise en oeuvre et le suivi de la loi.

[Localtis.info, 5 novembre 2013](#)

GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES

Gestion prévisionnelle de l'emploi : communautés et centres de gestion engagent le dialogue

La journée co-organisée par l'AdCF et la FNCDG sur le thème de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) s'est tenue le 5 décembre à Paris. Cette rencontre a notamment été l'occasion d'interroger les finalités de la GPEEC et la façon dont cette notion peut inspirer des outils d'analyse mis à disposition des collectivités et de leurs groupements pour la gestion de leurs ressources humaines. Avec un rendez-vous en perspective : intégrer une dimension GPEC forte dans les futurs schémas de mutualisation des services.

[ADCF, 6 décembre 2013](#)

BIEP : 5 millions de visiteurs en 2013

La bourse interministérielle de l'emploi public (BIEP) a publié, depuis le début de l'année, pas moins de 12 924 offres de postes, consultées par plus de 5 millions de visiteurs. La BIEP compte plus de 700 recruteurs des trois versants de la fonction publique, dont 83 inscrits en 2013. Cette augmentation du nombre de recruteurs présents sur la bourse s'explique en partie par un fort intérêt de la fonction publique territoriale (51 structures appartenant à la fonction publique territoriale sont présentes sur la BIEP, dont 26 ont demandé leur inscription cette année)...

[Bourse interministérielle de l'emploi public, 28 novembre 2013](#)

L'apprentissage en alternance dans les collectivités locales

L'apprentissage est encore relativement sous-utilisé dans la fonction publique, ainsi que le relève régulièrement la presse. Des dispositifs existent cependant, qui sont assez insuffisamment employés par les directions des ressources humaines des collectivités. Pourtant, l'apprentissage en alternance présente cet intérêt évident de permettre à l'apprenti d'appréhender à la fois le monde du travail, en l'occurrence la réalité de terrain des collectivités territoriales, mais également d'acquérir une formation de base, qu'il sera à même d'appliquer quasi-instantanément.

[CSFPT, 12 décembre 2013](#)

Le répertoire des métiers territoriaux fait peau neuve

Bibliothécaire, agent(e) de médiation et de prévention, opérateur (trice) de vidéoprotection, responsable de parc animalier, secrétaire de mairie... le nouveau répertoire des métiers que le Centre national de la fonction publique territoriale a dévoilé le 4 décembre, lors des Entretiens territoriaux, rend compte de la grande diversité des activités exercées par les agents des collectivités et établissements publics de coopération intercommunale. Il recense, ainsi, 231 métiers, que l'on peut rattacher à 35 familles professionnelles et 5 grands domaines.

[Localtis.info, 12 décembre 2013](#)

Fonction publique territoriale : un coup de pouce à certains agents des filières technique et police municipale

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale a examiné, le 10 décembre, quatre projets de décrets tirant les conséquences pour certains personnels relevant de grades classés en C "atypique" (ou "C+"), de la revalorisation des rémunérations et des carrières des agents de catégorie C décidée par le gouvernement.

[Localtis.info, 11 décembre 2013](#)

Les centres de gestion innovent pour faciliter la recherche d'emploi en collectivité

Rechercher un emploi dans les collectivités et leurs établissements serait devenu un jeu d'enfant. Modernisée, la bourse de l'emploi des centres de gestion centralise désormais toutes les offres diffusées par ces établissements.

[Localtis.info, 28 novembre 2013](#)

Gouvernance des centres de gestion : les collectivités affiliées ne seront plus seules aux manettes

La place des grandes collectivités au sein des conseils d'administration des centres de gestion est appelée à croître à partir de 2014. Le CSFPT examinait le 13 novembre le projet de décret qui fixe les modalités de cette évolution. La Fédération nationale des centres de gestion voit plutôt cette évolution d'un bon oeil.

[Localtis.info, 14 novembre 2013](#)

Arrêts maladie des agents : l'Assemblée vote la fin du jour de carence

L'Assemblée a voté le 12 novembre la suppression du jour de carence sur les arrêts de maladie ordinaire des 5 millions d'agents publics. Ce jour de carence avait été instauré à l'initiative de la précédente majorité par la loi de finances pour 2012.

[Localtis.info, 14 novembre 2013](#)

SANTÉ ET SECURITÉ AU TRAVAIL

Les instances médicales dans la fonction publique: comités médicaux et commissions de réforme

Les comités médicaux et les commissions de réforme sont des instances consultatives chargées de donner des avis sur les questions liées à la santé des agents publics, préalablement à la décision de l'employeur. Ce document, consacré aux instances médicale dans la fonction publique a été conçu comme un outil pratique à l'usage des acteurs du domaine : médecins, représentants du personnel et gestionnaires administratifs mais aussi de tous ceux qui participent à la mise en œuvre des dispositifs de protection de la santé et de la sécurité au travail des agents de la fonction publique de l'État...

[Ministère de la Fonction publique, 12 novembre 2013](#)

L'évaluation des risques professionnels : fiches pratiques

Dans le but d'aider les collectivités à mettre en œuvre une démarche d'évaluation des risques professionnels, le CIG met à disposition des fiches pratiques pour l'étape d'identification des risques professionnels. Ces fiches sont répertoriées par activités, les plus fréquemment rencontrées dans la fonction publique territoriale.

[CIG Versailles, novembre 2013](#)

Analyser les accidents du travail pour proposer des actions de prévention

L'INRS vient de publier une nouvelle brochure intitulée "L'analyse de l'accident de travail. La méthode de l'arbre des causes" (de référence ED 6163). Son objectif est de présenter la méthode INRS de l'arbre des causes qui consiste à rechercher de façon structurée les facteurs ayant contribué à l'accident du travail et d'en comprendre le scénario. Ce qui permet de proposer des actions de prévention pour éviter la survenue d'un autre accident avec des origines similaires.

[INRS - 2013-12-03](#)

GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

Les salariés lanceurs d'alerte protégés

La loi relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière, publiée au Journal officiel du samedi 7 décembre 2013, améliore notamment la protection des lanceurs d'alerte. Aucun salarié du secteur privé ou public (fonctionnaire et agent non titulaire de droit public) ne peut être sanctionné pour avoir relaté ou témoigné, de bonne foi, de faits constitutifs d'un délit ou d'un crime dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions, y compris si ce témoignage a été adressé à la presse.

[Service Public, 12 décembre 2013](#)

Sénat : la réforme des retraites rejetée à l'unanimité, pour des raisons opposées

Droite et gauche ont rejeté la réforme des retraites le 5 novembre au Sénat, mais pour des raisons diamétralement opposées, le texte ayant été vidé de sa substance au cours du débat. Fait tout à fait exceptionnel, les 346 sénateurs ont tous voté contre la version du texte entièrement réécrit pendant plus d'une semaine de débat. Mais, a justifié le président du groupe PS, François Rebsamen, "le texte tel qu'il a été modifié par la droite du Sénat était devenu inacceptable".

Localtis.info, 06 novembre 2013

Jurisprudence

Rappel sur la notion de temps de travail effectif au sens de la réglementation relative au temps de travail

[CAA Nantes N° 12NT02762 - 2013-10-04](#)

Maladies professionnelles - Possibilité de prévoir des durées d'exposition sous forme de durées quotidiennes

[Conseil d'État N° 354920 - 2013-11-27](#)

Attribution d'un logement de fonction au directeur général des services d'un département - Nécessité d'une délibération fixant les avantages en nature et, le cas échéant, en modifiant la liste

[CAA Arrêt 13BX00334 - 2013-12-12](#)

Venue d'un représentant syndical dans un bâtiment administratif - Délai dans lequel l'obligation d'information du chef de service doit être mise en œuvre

[Conseil d'État N° 359801 - 2013-11-27](#)

Exclusion temporaire de fonctions d'une secrétaire de mairie pour falsification de bulletin de salaire et achat de fourniture pour son propre compte

[CAA Nantes N° 11NT02116 - 2013-09-20](#)

Recouvrement de créance à l'encontre d'un agent - Une commune est fondée à demander l'annulation de l'autorisation délivrée à un contribuable pour exercer une action en justice en son nom

[Conseil d'État N° 362371 - 2013-10-25](#)

Refus de titularisation - Intervention du juge des référés et rappel du rôle de la CAP

[Conseil d'État N° 367731 - 2013-10-24](#)

Le refus d'un fonctionnaire d'accomplir certaines des tâches qui lui sont confiées ne constitue pas une grève mais un acte d'indiscipline passible de sanctions

[CAA Paris N° 12PA01069 - 2013-09-24](#)

Sanctions disciplinaires infligées aux agents publics- Le juge administratif exerce désormais un contrôle entier sur la proportion entre la gravité de la sanction et celle de la faute

[Conseil d'Etat N°347704 - 2013-11-13](#)

Un fonctionnaire délégué syndical reste soumis à l'obligation de réserve

[CAA LYON N° 12LY02129 - 2013-01-08](#)

Obligation d'inviter le fonctionnaire territorial à prendre connaissance du rapport de saisine du conseil de discipline

[CAA - Bordeaux N°12BX03102 - 2013-11-04](#)

Une commune est tenue de radier des cadres un agent pénalement condamné à la privation de ses droits civiques

[CAA Marseille N° 12MA02347 - 2013-10-01](#)

Le fait pour un agent d'accepter pour un court instant un don spontané d'un usager est une faute qui ne justifie pas la révocation de cet agent

[CAA Marseille N° 12MA03815 - 2013-10-01](#)

Accident de service - Une action de droit commun pouvant aboutir à la réparation intégrale du dommage peut être engagée contre la collectivité

[CAA Marseille N° 11MA00158 - 2013-10-01](#)

Harcèlement moral - Il appartient à l'agent public de soumettre au juge des éléments de fait susceptibles de faire présumer l'existence d'un tel harcèlement à son encontre

[CAA Marseille N° 12MA03595 - 2013-10-01](#)

Perte de rémunération liée à une éviction illégale du service - Modalités de réparation intégrale du préjudice effectivement subi

[Conseil d'État N° 365155 - 2013-12-06](#)

Conseil de discipline - Illégalité d'une sanction par défaut de communication intégrale au fonctionnaire fautif du dossier individuel et des documents annexés

[CAA Bordeaux N° 13BX00419 - 2013-10-14](#)

Le refus de prolongation d'activité doit être motivé

[CAA Versailles N° 12VE01273 - 2013-10-17](#)

Menaces d'un agent à l'encontre de son supérieur hiérarchique proférées en dehors des heures de services - Sanction disciplinaire

[CAA Marseille N° 12MA00684 - 2013-10-17](#)

Mutation d'un agent moins de 3 ans après sa titularisation - Délai de demande de remboursement du coût de sa formation initiale

[CAA Paris N° 12PA03626 - 2013-10-01](#)

Radiation des cadres pour abandon de poste

[Conseil d'État N° 371431 - 2013-11-20](#)

Agent contractuel - Licenciement pour insuffisance professionnelle

[CAA Bordeaux N° 12BX01970 - 2013-09-30](#)

Admission à la retraite avant l'expiration d'un congé maladie

[Conseil d'État N° 354890 - 2013-11-13](#)

Retenues sur traitement pour absence du service fait

[Conseil d'État N° 350909 - 2013-09-23](#)

Mise à la retraite pour invalidité avec droit à pension - Précisions du Conseil d'Etat

[Conseil d'État N° 360444 - 2013-11-13](#)

Reclassement dans un nouveau grade ou échelon - Reprise d'ancienneté ?

[Conseil d'État N° 365278 - 2013-11-06](#)

Agents contractuels et temporaires, collaborateur de groupe d'élus au sein d'un conseil général - Décision mettant fin au contrat

[Conseil d'État N° 366309 - 2013-11-06](#)

[S'abonner à la Lettre d'information Management & RH](#)

[Se désabonner](#)

